

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 51/008/2007 (Public)

Bulletin n° : 004

ÉFAI

11 janvier 2007

Embargo : 11 janvier 2007 00h01 TU

Guantánamo. Dans le monde entier, à l'occasion de son 5^e anniversaire, des manifestations sont organisées pour demander sa fermeture

À l'occasion du 5^e anniversaire du centre de détention de Guantánamo Bay, des millions de membres et sympathisants d'Amnesty International se mobilisent dans le monde et prennent part à toute une série de manifestations et d'événements afin d'exhorter les autorités américaines à fermer Guantánamo définitivement.

Tandis que va débiter la 6^e année de détentions à la base navale américaine, l'organisation a également demandé que tous les détenus soient jugés sans plus attendre dans le cadre d'un procès équitable ou libérés. Des manifestations et divers événements ont lieu dans des villes du monde entier, dans plus d'une vingtaine de pays, de Washington D.C. à Tokyo et de Tel-Aviv à Londres, en passant par Tunis, Madrid et Asunción.

« Personne ne peut être soustrait à la protection de l'état de droit et nul gouvernement ne peut se placer au-dessus des principes du droit. Le gouvernement des États-Unis doit mettre un terme à cette parodie de justice, a déclaré Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International.

« En outre, les dirigeants du monde ne peuvent se contenter de se dire préoccupés par Guantánamo, tout en agissant comme si de rien n'était avec les États-Unis. La communauté internationale doit faire pression sur les États-Unis et s'employer à obtenir la fermeture de Guantánamo et à rétablir le respect du droit international.

« Chaque jour, la cruauté de ce régime de détention illimitée monte d'un cran, a ajouté Irene Khan. Guantánamo est devenu le symbole de la vacuité des promesses du gouvernement américain, qui s'était engagé à placer le respect de la dignité humaine et de l'état de droit au cœur de sa riposte aux attentats du 11 septembre 2001. La torture, l'humiliation, la discrimination, le mépris des tribunaux et des obligations inhérentes aux traités – dans un climat d'impunité presque totale –, font désormais partie de l'histoire de Guantánamo. »

Le premier prisonnier – suivi par plus de 750 ressortissants de quelque 45 nationalités – est arrivé à la base de Guantánamo le 11 janvier 2002. Des enfants âgés de treize ans seulement y ont été incarcérés, ainsi que des personnes qui se trouvaient simplement au mauvais endroit au mauvais moment et un grand nombre de personnes remises aux autorités américaines au Pakistan ou en Afghanistan en échange de primes s'élevant à plusieurs milliers de dollars.

Cinq ans plus tard, près de 400 prisonniers se trouvent toujours à Guantánamo. Aucun n'a été jugé. Aucun n'a comparu devant un tribunal et tous sont détenus de manière illégale. Ils ignorent combien de temps ils vont devoir rester là, ce qui constitue en soi une forme de violence psychologique, qui s'ajoute

aux violences physiques dont ils sont victimes. Leurs familles subissent elles aussi la cruauté de cette incarcération insulaire, au secret ou presque.

Selon les autorités américaines, les détenus sont des « *combattants ennemis* » capturés dans le cadre d'un conflit international, qui se livre sur le « *champ de bataille* » du monde. D'ailleurs, les prisonniers de Guantánamo ont été notamment capturés en Gambie, en Bosnie, en Mauritanie, en Égypte, en Indonésie et en Thaïlande, ainsi qu'au Pakistan et en Afghanistan.

Par ailleurs, on sait que la *Central Intelligence Agency* (CIA, Services de renseignements) a installé un centre d'interrogatoire à Guantánamo ; ses activités restent toutefois entourées du plus grand secret. Amnesty International a évoqué avec les autorités américaines les informations selon lesquelles des agents d'autres pays, dont la Chine et la Libye, se sont rendus à la base et ont participé à des mauvais traitements. Certains détenus se trouvaient dans des prisons secrètes gérées par la CIA, dans d'autres régions du monde, avant d'être transférés à Guantánamo.

« Guantánamo est une plaque tournante du réseau de prisons secrètes et de " restitutions ", mis en place dans le monde entier par les États-Unis, avec la complicité d'autres gouvernements, notamment en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, a indiqué Irene Khan. Il est grand temps que les États-Unis et ses partenaires dans le crime en finissent avec ce réseau du secret qui favorise les atteintes aux droits fondamentaux.

« Loin de renforcer la sécurité, ces pratiques nuisent aux droits humains et à l'état de droit, meilleur remède contre l'insécurité, et sapent l'autorité morale des États-Unis, qui n'ont plus la crédibilité suffisante pour aborder d'autres questions relatives aux droits humains telles que la situation au Darfour. »

Le gouvernement américain a fait fi des normes internationales relatives aux droits humains et a également fait barrage à toute surveillance judiciaire de ses propres tribunaux. En octobre 2006, le président Bush a promulgué le *Military Commissions Act* (Loi sur les commissions militaires), qui prive les tribunaux américains de la possibilité d'examiner les requêtes en *habeas corpus* (procédure permettant la comparution immédiate d'un détenu devant une autorité judiciaire, afin de contester la légalité de la détention, et de permettre ainsi une éventuelle remise en liberté) lorsque le plaignant est un étranger détenu en tant que « *combattant ennemi* », à Guantánamo notamment. L'*habeas corpus* est une garantie fondamentale contre la détention arbitraire et la torture. Amnesty International fait campagne pour le rétablissement de cette procédure et l'abrogation ou la modification réelle de la Loi sur les commissions militaires.

Voir

Pour en savoir plus sur la campagne d'Amnesty International en faveur de la fermeture de Guantánamo, cliquez sur <http://web.amnesty.org/closequantanamo>

Pour accéder au dossier médias d'Amnesty International sur Guantánamo (en anglais), cliquez sur <http://web.amnesty.org/pages/usa-151206-media-eng>

Pour une sélection des événements et manifestations qu'organise Amnesty International en faveur de la fermeture du centre de détention de Guantánamo, cliquez sur <http://web.amnesty.org/library/index/fraAMR510062007>

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>

